

Bulletin d'histoire politique

Le Québec et sa cohérence

Roger Payette



Volume 22, Number 2, Winter 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1021996ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1021996ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Payette, R. (2014). Le Québec et sa cohérence. *Bulletin d'histoire politique*, 22(2), 236–250. <https://doi.org/10.7202/1021996ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Le Québec et sa cohérence

ROGER PAYETTE

Historien

Nous nommons vrai un concept qui concorde avec le système général de tous nos concepts, vraie une perception qui ne contredit pas le système de nos perceptions ; la vérité est cohérence.

MIGUEL DE UNAMUNO

Un comportement constant

Individus et collectivités agissent en toutes choses, dans tous les domaines de leurs activités, de façon égale à eux-mêmes parce que généralement la masse de leurs comportements résulte de la même posture morale. Il y a dans les groupements humains comme chez les individus une stabilité qui fait que nous les reconnaissons et pouvons les identifier par leur conduite invariable, ici, par leurs comportements sociaux. Ce n'est pas, par exemple, parce que des membres d'une collectivité dissertent longuement sur le développement économique qu'en ce domaine de son activité cette collectivité s'y appliquera bien, si dans toutes ses autres composantes, culturelles, sociales ou politiques, elle s'y consacre mal. Elle sera en toutes choses égale à elle-même et une collectivité qui ne se respecte pas, qui est timorée ou atone le sera ordinairement dans la globalité de son activité. Dans l'entretien de la maison, il est rare qu'une cuisine nauséabonde annonce des chambres et un salon propres et bien rangés. C'est notre hypothèse, que nous voulons ici appliquer à l'analyse de la posture politique des Québécois.

Dans une nation qui effectue un mauvais entretien de son monde intérieur, on peut penser qu'il en sera de même du reste de sa vie communautaire, tout allant à l'avenant. Parler d'abondance de développement

économique chez une collectivité par ailleurs assez indifférente à son avenir politique et culturel n'annonce-t-il pas quelque chose de suspect? Les grands diseurs ne sont pas les grands faiseurs dit le proverbe. Ce sont souvent des hâbleurs qui vantent, promettent, exagèrent énormément. Il y a peut-être là un effort d'aveuglement, dire pour cacher, faire étalage, devant la multitude indolente, d'un petit avantage, la création de quelques emplois, par exemple, en gonfler l'importance, pour dissimuler les énormes défaillances de la structure de la vie économique et l'étroite dépendance de son organisation, défaillances et dépendance desquelles l'élite pompe souvent son enrichissement.

Maintenir la nation dans l'entretien de ce qu'elle est, dans son atonie, la maintenir à ce niveau dans le but de ne pas ragaillardir chez elle des forces qui pourraient la conduire à découvrir sa soumission et, devant ce constat, ranimer une autonomie endormie qui pourrait lui faire penser à créer des espaces intérieurs et publics d'affranchissement et de liberté collective. Ne voilà-t-il pas le but recherché par ces matamores économiques? Mais ce discours d'aveuglement ne ferait-il pas partie de la constance du comportement communautaire des Québécois, de la cohésion de l'ensemble des normes de leur agir collectif?

La notion de cohérence

La notion de cohérence se caractérise par la liaison qu'entretiennent différents éléments composant un ensemble. Les parties d'un ensemble doivent avoir entre elles un rapport logique, c'est-à-dire ne pas se contredire pour être étroitement unis et efficaces. Ces relations harmonieuses sont nécessaires afin de procurer à l'ensemble une autorité relativement ordonnée.

La notion de cohérence part du principe que la vérité est une propriété des systèmes de propositions et considère qu'une proposition simple n'est vraie que de façon dérivée, c'est-à-dire n'est vraie que par sa cohésion avec toutes les propositions de l'ensemble dont elle est issue, toutes les propositions simples d'un ensemble devant collaborer à l'unité de sens de cet ensemble. La cohérence apparaît donc comme une nécessité de la complexité d'un système et doit contribuer à sa compréhension et participer au déploiement de sa signification.

La cohérence transforme un ensemble complexe d'éléments en système agissant dans le réel dans la mesure où elle lui articule une signification, invisible et simple, en convertissant sa complexité en une mécanique logique simple pour l'atteinte d'une fin propre. Elle lui procurera donc une structure d'efficacité, structure qui repose, en fait, sur la collaboration de tous les éléments pour propager le même message en collaborant tous à produire la même signification. Il nous faut donc comprendre que le sens est le principe fondamental de la notion de cohérence dont le but est

la pérennité d'un système. La cohérence est un inspecteur qui voit à ce qu'aucun des éléments simples qui composent un système ne viennent s'opposer ou contredire les autres éléments de l'ensemble et menacer l'atteinte de l'objectif recherché. La cohérence d'un ensemble doit donc être comprise comme une dynamique pour intégrer un système afin de lui fournir une signification simple. D'où la difficulté de la cohérence de rendre intelligible un univers mouvant de représentations, toujours complexe, pour lui conserver l'action commune de tous les éléments vers le but convoité.

Cela ne veut pas dire que l'ensemble est sans rivalités ou antagonismes, mais que la force qui dynamise la cohérence de l'ensemble est assez grande pour les intégrer, les faire taire ou les faire disparaître. La cohérence de l'ensemble n'est donc pas réellement remise en question tant et aussi longtemps que des éléments extérieurs ne s'infiltrent et ne viennent perturber la puissance de la force dominante.

La nation

Dans son essai, *Regards sur le monde actuel*, Paul Valéry écrit que «l'idée même de nation en général ne se laisse pas capturer aisément [...]. Le fait essentiel qui les constitue [les nations], leur principe d'existence, le lien interne qui enchaîne entre eux les individus d'un peuple, et les générations entre elles, n'est pas, dans diverses nations de la même nature. Tantôt la race, tantôt la langue, tantôt le territoire, tantôt les souvenirs, tantôt les intérêts instituent diversement l'unité nationale d'une agglomération humaine organisée»¹.

Notre intention n'est pas ici de définir la nation, mais simplement noter que la nation est composée d'un groupement humain assez vaste et dont les membres sont liés par des valeurs communes, un ensemble complexe puisant son existence à diverses sources. Ensemble complexe qui cherche par et dans son activité collective une cohérence afin de former et de maintenir ce caractère communautaire. Ce qui nous importe, pour notre propos, est de remarquer que l'entité nationale n'est pas un agrégat hétéroclite mais un ensemble qui veut donner un sens à sa genèse et à son agir collectif et dont l'objectif est d'atteindre une fin propre. Dans ce but, la nation commandera à ses éléments constitutifs une cohérence.

La nation veut s'ordonner en communauté. Il y a donc un principe dynamique qui anime la nation, qui la fait agir. Elle veut durer. Elle a une vision d'elle-même qui lui établit une fin, peut-être même une vision du monde. Chose certaine, son action vise à ce qu'elle se perpétue. Et pour atteindre cet objectif, elle se donnera des outils en rapport, en concordance, en cohérence avec sa vision d'elle-même et la fin propre que cette vision lui édifie.

Il faut savoir que la nation composée de sa multitude d'éléments en constant mouvement et mutation, soumis à des forces extérieures pouvant les influencer et capables de prendre des directions opposées ou contraires, ne peut pas éradiquer les accrochages entre toutes ses composantes. Elle se fixera plutôt comme objectif de les encadrer en les subordonnant à un ordre qui soumettra sa société à une rationalité propre à créer la forme de cohérence recherchée et donc produire un sens englobant à son existence et à l'action de ceux qui la dirigent. La nation n'imposera pas en conséquence une cohérence au hasard. Elle contraindra sa société à un ordre favorisant l'autorité qui fera écho à la force dominante dans son corps social, c'est-à-dire généralement une élite qui, tout en servant ses intérêts privés, servira aussi la fin que le groupe national s'est fixé. Inévitablement, cette élite veillera à ce que cette condition nationale favorable à son ascendant sur le groupe se maintienne. Elle deviendra donc elle-même un agent générateur de cette condition nationale.

Nation et État

Des nations résolues et entreprenantes se donneront un État et prendront alors un caractère politique: elles veulent une prise sur le monde, une emprise sur le réel afin d'inscrire leurs empreintes sur un territoire. Et ce besoin d'un État, elles l'inscriront tout naturellement dans la matrice de leur cohérence. Il s'agit ici bien évidemment de la matérialisation de l'indépendance-souveraineté, et que l'on qualifie communément de pays. Par l'instrument étatique, la nation se donne une autorité sur un territoire sur lequel elle établit son gouvernement encadré par une loi fondamentale, une constitution. Et contrôler, d'une part, son économie, sa production, pour satisfaire les besoins de sa population et, d'autre part, contrôler ses rapports avec le reste du monde, se représenter auprès de la communauté internationale et participer au débat de cette humanité qui se fait.

En ne cherchant pas à devenir une nation politique, en se refusant même de se donner une prise sur le réel et sur le monde, ce sont toutes les composantes du réel québécois qui en sont affectées, puisque est rejetée de sa matrice de cohérence cette prise sur le réel et sur le monde par le moyen de l'État. Et s'installent par ce choix collectif toutes les postures morales et sociales cohérentes de cette nation à cette prise de position nationale, y compris dans les *vraies affaires* que sont les activités économiques. Une nation est un ensemble qui fixe à ses membres une fin propre, qui cherche à fournir un sens à l'agir collectif et, en cela, qui cherche à l'activité des multiples éléments qui la composent une cohérence, qu'aucun de ces éléments ne soit en opposition, ne soit antagonique à la fin recherchée. On peut toujours prioriser l'activité économique, mais elle le sera dans les limites de la cohérence que la nation s'est attribuée. Et si la nation ne s'est

octroyé qu'une cohérence sans envergure ou peu dynamique et stimulante ou étouffante ou limitante dans les aspirations et les ambitions, les *vraies affaires* économiques en souffriront tout autant que la langue ou la culture ou le système de santé ou d'éducation. Tel est le coût de la cohérence, tout se tient. Les esclavagistes qui traitaient les esclaves impitoyablement, les traitaient impitoyablement dans toutes les facettes de leur existence. Par cohérence pour maintenir leur pouvoir.

Le Québec comme un ensemble

Le Québec est un ensemble, nation et société, composé de ses éléments culturels, politiques, économiques et sociaux. Cet ensemble, certes, est traversé par des débats nourris d'oppositions et de contradictions, mais nous nous devons de le reconnaître, malgré ces tiraillements il y a là un *tout* qui se tient et fonctionne guidé par une rationalité, une cohérence qui domine et maîtrise cette ébullition qui pourrait le disloquer et le mener au désordre². De quoi donc est composée cette cohérence qui procure à ce *tout* national un sens à son activité sociale en lui fournissant une fin propre ?

Si, comme l'affirme Marc Chevrier, le Québec, en dépit de sa Révolution tranquille, n'est pas parvenu à «refond[er] le langage de [sa] liberté politique»³ – le chercheur Serge Cantin affirme, pour sa part, depuis nombre d'années, que les Québécois, malgré leur Révolution tranquille, ne sont jamais sortis de l'idéologie de la survivance⁴ – il faut admettre donc que le discours ancien de cohérence nationale perdue, a encore sa résonance qui définissait le signification de l'agir de la collectivité québécoise et lui fournissait une fin propre. Celui qui, à notre sens, a le mieux formulé l'énoncé de cette fin propre n'est pas Québécois, il est Français. Elle se trouve révélée, selon Louis Hémon dans son si beau roman, *Maria Chapdelaine*, par la voix même de la nation. Cette voix dit :

De nous-mêmes et de nos destinées nous n'avons compris clairement que ce devoir-là : persister... nous maintenir... Et nous nous sommes maintenus, [...].

C'est pourquoi il faut rester dans la province où nos pères sont restés, et vivre comme ils ont vécu, pour obéir au commandement inexprimé qui s'est formé dans leurs cœurs, qui a passé dans les nôtres et que nous devons transmettre à notre tour [...]: Au pays de Québec rien ne doit mourir et rien ne doit changer...⁵

Ce texte poétiquement très beau est humainement tragique. C'est le sacre de l'impuissance politique de toute une nation qui y est ici énoncé. Vous n'aurez aucun empire sur le monde leur déclare cette voix nationale et endurerez l'effervescence du monde en subissant l'empire que les autres se seront donnés sur lui. La fin propre de la nation québécoise est de se

maintenir. *Persister*. Point. Non pas acquérir, créer du neuf, s'adapter en ayant de l'initiative, en innovant, mais *se maintenir*, sans plus.

Se maintenir par habitude, par inertie, par anergie. Dans cette fin propre, remarquez l'absence de faire, d'édifier, de créer collectivement. Il ne s'agit pas de se donner une prise sur le monde pour le transformer et se transformer avec lui, mais de lutter contre ce qui arrive, ce qui est créé ou provoqué par les autres, par ceux qui ont, eux, une prise sur le monde ; il ne s'agit pas de participer mais de résister au mouvement du monde pour conserver une culture ancienne sans chercher à lui procurer des ancrages sur le réel, lui procurer le dynamisme que possèdent naturellement les autres qui agissent sur lui.

Par exemple, la Charte de la langue française, dite loi 101, dérive de ce raisonnement. Les Québécois lui sont très majoritairement favorables parce qu'elle procède de ce credo, *nous maintenir*, point. Sans chercher à intégrer les immigrants ou ceux vivant ici depuis des années. Cette loi dit « une connaissance du français », non pas devenir Québécois, non pas intégrer la communauté historique québécoise, mais seulement connaître le français pour servir la fin poursuivie par cette communauté, *se maintenir*, ne pas disparaître. Cette Charte de la langue française n'est qu'un exutoire pour une blessure bien plus profonde, celle d'une culture qui a peu d'emprise sur le réel. Le message que véhicule cette loi est clair : ne devenez pas Québécois si vous ne le voulez pas, c'est votre choix, mais soyez aptes à vous exprimer convenablement dans notre langue – que les Québécois sont incapables de qualifier de langue nationale – afin que nous puissions *nous maintenir* ; qu'en dépit de notre rejet de nous donner une emprise sur notre réel en nous refusant de créer notre pays au risque de nous minoriser par notre inaction sur notre propre territoire, que malgré ce risque, nous puissions nous imaginer *persistant*, survivre, dans une liberté toute individualiste, et basée sur un choix personnel et non collectif de *nous maintenir*.

Pour sortir de cette étroite finalité, il aurait fallu, devant l'évidence d'un monde en mouvement, devant ce vaste ensemble mondial en perpétuel bouillonnement, dans cette conscience d'une humanité qui se fait, il aurait fallu désirer y participer, désirer y apporter sa pierre par son agir collectif, seul agir prometteur, et dans cette dynamique accueillir ici une immigration pour l'intégrer à la communauté historique québécoise. Mais avant tout, il aurait fallu désirer une prise sur le monde et nous orienter vers une conception politique de nous-mêmes comme collectivité. Devenir auquel nous nous refusons, car une prise sur le monde est un engagement et un engagement signifie être imputables de nos actes. Envers nous-mêmes, d'abord, mais surtout envers les autres. S'abuser soi-même, nous nous en justifions facilement ; commettre une erreur aussi, quand nous ne sommes que les seuls concernés. Plus exigeant est l'imputabilité envers les

autres. Le débat surgit. Débattre d'abord dans notre communauté pour nous déterminer collectivement, débattre ensuite avec la communauté internationale qui toujours cherche sa voie dans son effervescence. Voilà une haute montagne à franchir pour celui qui ne voulait que *se maintenir*, ne pas déranger, faire ses petites affaires sans être remarqué, même aux yeux de ceux qui ont choisi de venir s'installer sur le territoire québécois. Que le Québécois n'ose même pas appeler *son* territoire, encore moins *son* pays, mais qu'il réduit, comme pour s'en effacer de sa surface, en le désignant politiquement de province, poétiquement de « grand bout de terre ».

Sommes-nous donc sans ambition collective, hormis cet objectif de résistance, *nous maintenir*? Avoir de l'ambition, ce serait vouloir agir collectivement sur le monde, le réel territorial, politique, économique et moral; ce serait désirer obtenir collectivement les biens, pouvoir, réussite, honneurs, susceptibles de contenter notre estime de soi collective.

Puisque nous nous occupons si mal de notre être collectif, comment croire que nous nous occuperons bien de nos citoyens âgés, de nos enfants, de nos travailleurs, des démunis. En nous occupant bien, par exemple, de notre économie? Il est difficile d'imaginer, comme nous l'avons déjà souligné plus haut, qu'une cuisine nauséabonde annonce le reste d'une maison bien entretenue. C'est une question de cohérence.

René Lévesque, après qu'il eût abandonné la politique, avait rencontré par hasard Pierre Trudeau. À l'ancien premier ministre canadien qui lui demandait: « Comment ça allait? »; l'ancien leader souverainiste avait répondu: « Comme c'est mené ». Comment « menons-nous » donc notre être national? Comment, par exemple, entretenons-nous notre politique? Notre économie? Notre culture? Nos politiques sociales? Les traitons-nous comme nous nous traitons nous-mêmes? Sans doute. Nous les traitons comme nous traitons notre être collectif.

Comment entretenons-nous notre économie?

Nous entretenons notre économie dans l'état d'esprit de *nous maintenir*. Peu importe que notre économie nationale soit dirigée de Washington, d'Ottawa ou de Calgary, notre ambition n'est pas d'innover, de créer du neuf, notre ambition n'est pas de contrôler notre économie, mais par elle, *nous maintenir*. Les emplois créés par les autres nous suffisent. Nous ne semblons pas avoir cette soif de progresser, d'être le moteur de notre activité économique, de jouir de la surabondance de vie, de la plénitude de vie que procure le fait d'agir par soi et pour soi, d'être notre propre générateur de richesse. Notre but n'est pas là, notre but est de durer. Et pour cet objectif, notre pensée économique ne dépassera pas la création d'emplois. Curieusement, le plein-emploi a toujours été l'obsession de notre discours économique, alors même que nous ne nous sommes jamais donné les

moyens d’y parvenir. Rarement a-t-on fait le lien entre cet objectif et ce que nous pouvions faire nous-mêmes pour l’atteindre. Toujours on entend et on attend pour créer des emplois qu’il nous faut des investissements étrangers. On se demande dans le contexte général de cette si courte pensée économique québécoise d’où peut bien provenir l’idée du Fond de solidarité de la FTQ pour créer un fond de capitaux d’investissement dans le but de créer ici des entreprises ou maintenir celles qui existent déjà. (La grande bourgeoisie d’affaires anglophone, elle, ne s’y est pas trompée et a chargé son bras politique, le gouvernement fédéral de Stephen Harper, de la débarrasser de cette concurrence à son endroit dans sa mainmise sur l’économie du Québec). Même la Caisse de dépôt et placement du Québec a abandonné en partie ce mandat, soutenir la classe entrepreneuriale québécoise, pour se braquer sur le seul rendement financier en investissant ailleurs dans le monde et, entre autres, aller y perdre 40 milliards de dollars.

La pensée économique québécoise, animée par cette idée directrice, *se maintenir*, n’ira pas plus loin que le principe économique colonial suivant : exploiter et exporter le plus possible nos ressources naturelles dans le but de créer des emplois. Ces emplois seront temporaires, aussi temporaires que cette activité économique elle-même et ces ressources, et ces richesses une fois épuisées, n’auront pas créé une activité économique durable. Peu importe, pourvu que pendant ce temps nous ayons pu « travailler » à nous maintenir.

Se maintenir est un état d’esprit construit sur la fugacité des choses puisque sans dynamique intérieure propre, celui qui en est animé doit constamment s’adapter aux conditions nouvelles, changeantes créées par les autres. Il n’est pas le moteur de son propre changement, de sa propre transformation. Il est dans le court terme, toujours. Survivre, telle est sa principale préoccupation. *Se maintenir* ne procède pas de l’épanouissement, de la création, de nos projets. Nous ne voulons pas investir pour acquérir et faire s’épanouir la vie en nous. Mais, comme Séraphin Poudrier, ce personnage central du roman de Claude-Henri Grignon, *Un homme et son péché*, nous voulons nous épargner, nous thésauriser, nous voulons nous « mettre de côté », en un mot, *nous maintenir*. Sans plus. Notre pensée économique est cohérente avec notre vision de nous-mêmes. Devons-nous en être satisfaits ?

Comment entretenons-nous notre politique nationale ?

On lui a fixé des limites à sa capacité de prise sur le monde, à notre politique nationale. Ces limites sont provinciales. Fernand Dumont écrivait que ce pouvoir politique consenti aux Québécois par la grande bourgeoisie d’affaires anglophone était, pour le principal, à caractère culturel⁶. En

somme, un cadre politique parfaitement adapté à la finalité propre du groupement national, *se maintenir*. Avec toutes les limites d'emprise sur le réel que cela implique. Et encore, même pour protéger cette culture, tout ne lui est pas permis. La saga judiciaire liée à l'adoption de la Charte de la langue française est là pour nous le rappeler. Amendée des centaines de fois, cette Charte, qui doit garantir le caractère français du Québec, ne l'assure plus que d'une façon apparente. Car en certains de ses aspects, cette loi pouvait laisser croire qu'elle débordait de l'objectif fondamental canadien, et accepté par les Canadiens de langue anglaise, que les Canadiens français pouvaient chercher à se maintenir. Mais, voilà que s'attribuant une nouvelle identité et se définissant comme Québécois, les Canadiens anglais crurent que leur intention flirtait avec l'idée d'intégrer les autres à leur communauté historique. Par sa Cour suprême, le Canada fit savoir que ce n'était pas la teneur de l'entente de 1867. Vous maintenir, vous, mais le libre choix pour les autres, ceci en tenant compte de l'énorme attraction de la langue anglaise sur le continent.

Nous entretenons le politique juste assez pour pouvoir nous maintenir. Sans plus. Mais cet objectif a, là aussi, comme pour le reste, des effets pervers. Le politique a un lien direct avec le *faire*. Dans la communauté, le politique vise à rassembler les énergies de chacun afin de permettre à la communauté d'accomplir une tâche commune. Une province est une administration publique honorable chargée de certaines fonctions publiques et donc capable de conduire la communauté à accomplir certaines tâches communes. Mais si cet État provincial est, un plus, le territoire d'une communauté nationale, cette situation constitutionnelle ne peut que provoquer des heurts politiques. L'État provincial est limité dans son agir à un certain nombre de compétences constitutionnelles, mais surtout, il est soumis à l'autorité d'un gouvernement supérieur et son action politique, soumise à un enfermement. Des réalités lui échappent, principalement le pouvoir de se déterminer lui-même. Or une nation, par le dynamisme de sa culture propre qui, comme toute culture, cherche à être globale en présentant une vision du monde qui, comme toutes les visions du monde, se veut inclusive et propose d'agir sur le réel aura maille à partir avec les limites fixées à son action politique et le gouvernement supérieur qui les lui impose. Cet enfermement politique aura ses conséquences collectives, à savoir que le groupe, incapable de partager un épanouissement et des réussites collectives, partagera la tristesse⁷ de son impuissance qui le conduira au goût morbide de l'exil, du mépris de soi et des siens, de la fatigue morale et à un « désir réaffirmé de ne plus rien entreprendre »⁸.

Mais si, collectivement, la matrice sociale réussit à imposer de façon générale cette cohérence morale, les individus, eux, demeurent capables de s'y soustraire par toutes sortes de manigances. Et beaucoup s'y emploieront. Dans sa chronique publiée dans l'édition du journal *Le Devoir*

du 1^{er} décembre 2012, le journaliste Michel David, examinant l'étendue ahurissante de la corruption dans la société québécoise, se demandait comment, collectivement, nous avons pu en arriver là? Car, selon lui, «Il ne s'agit pas seulement de comprendre comment fonctionne un système qui a gangrené nos institutions les plus fondamentales, mais aussi de faire un examen de conscience».

Mais c'est que nous avons un fondement historique à cette corruption généralisée. Après l'échec, en 1837, de ceux qui défendaient l'idée que tout pouvoir, toute richesse, tout succès émanent du peuple et qui ont voulu inscrire cette conception du politique dans notre réalité, la classe conservatrice et cléricale qui lui succéda, en prenant la direction de la nation, a séparé la communauté de son *faire* politique et l'a orientée vers le seul objectif de *se maintenir* en prenant bien soin, par contre, de garder pour elle seule, et pour ses intérêts privés de groupe, ce *faire* politique. Plusieurs chercheurs québécois⁹ ont fait remarquer que cette nouvelle élite conservatrice et cléricale avait offert aux Canadiens anglais leur collaboration pour bâtir le Canada en soutenant l'élite d'affaires canadienne-anglaise à se débarrasser de l'oligarchie au pouvoir au profit de la responsabilité ministérielle devant le Parlement, et du patronage politique dont elle serait, avec cette élite d'affaires canadienne-anglaise, la bénéficiaire. Commença là le soudoiment d'une fraction de l'élite québécoise par la grande bourgeoisie d'affaires anglophone.

La collusion et la corruption ne datent donc pas d'hier. Notre passé explique notre présent. Tocqueville n'a-t-il pas écrit: «Les peuples se ressentent toujours de leur origine. Les circonstances qui ont accompagné leur naissance et servi à leur développement influent sur tout le reste de leur carrière»¹⁰. Pendant que le peuple s'appliquait à maintenir une culture qui ne devait être qu'un mal du pays, une nostalgie, un effort de maintenir vivantes des valeurs morales contre les marées d'un monde toujours en mouvement, une culture qui ne devait pas désirer une prise sur le monde, une emprise sur le réel, cette élite conservatrice et cléricale québécoise, elle, s'enrichissait par la pratique du favoritisme à laquelle la bourgeoisie d'affaires anglaise l'avait convié dans la mesure où la tâche que cette bourgeoisie lui avait confiée de maintenir le politique chez les Canadiens français le plus près possible du degré zéro réussissait, si elle y parvenait.

Se maintenir est, selon le dictionnaire Robert, rester dans le même état, ne pas aller plus mal. En quoi une culture appuyée sur un si médiocre objectif peut-elle enthousiasmer une collectivité, à plus forte raison son élite entreprenante? L'entrepreneur est par définition un individu plein d'énergie qui veut justement «entreprendre», car c'est là que se trouve son épanouissement¹¹. Devant une collectivité prostrée, enfermée dans un univers moral aussi étouffant, l'entrepreneur n'attendra pas, laissera le groupe à son immobilisme pour chercher à se «réussir», lui, seul,

individuellement, c'est-à-dire en dehors des normes fixées par l'idéologie restrictive du groupe, de sa légalité répressive et ira donc vers l'abus, le favoritisme, la partialité, la corruption si nécessaire, puisque les normes morales de la société immobile n'acceptent pas le mouvement, l'innovation, le changement, la prise en main, la responsabilité. Un tel blocage politique de la part de la communauté nationale, c'est-à-dire cet arrêt d'agir, de *faire* collectivement, en se refusant une prise sur le monde, et donc une emprise sur le réel, et que désire si fortement l'entrepreneur, offre-t-elle une autre issue à celui qui veut entreprendre que de contourner les règles étouffantes du groupe figé dans son immobilisme ?

Comment entretenons-nous donc notre culture nationale ?

Cette culture est à la dimension de l'objectif étroit de *nous maintenir*. Animée par une collectivité ayant peu d'emprise sur le réel, cette culture peine à nommer le monde et à définir et ouvrir un horizon lumineux à ceux qui la portent. Subir semble l'attitude maîtresse du groupe national et la résignation dans l'abdication, son *modus operandi*. Prendre et entreprendre, protester et revendiquer sont des recommandations suspectes dans cette culture. Le *Printemps érable* de 2012 nous l'a amplement démontré. La détermination créative et tranquille des étudiants qui rejetaient la référence culturelle de la résignation silencieuse a dû faire face à la hargne du gouvernement libéral et au désaveu d'une fraction significative de la population. La jeunesse, lassée d'un individualisme vorace et sclérosant qui corrompt les rapports humains et empoisonne la planète et qui voulait lui substituer un idéal collectif de solidarité et d'action, a heurté de plein front le ronron d'une société pusillanime sur laquelle s'appuie le pouvoir d'une classe de privilégiés sans envergure, cupide et souvent corrompue.

Une référence culturelle, donc, qui professe la résignation et qui commande de consentir à la souffrance morale qui l'accompagne. Toujours devoir se contorsionner comme collectivité pour s'installer dans le monde fait par les autres n'est pas une condition propre à flatter l'estime de soi. Mais plutôt une situation apte à provoquer une souffrance morale. Que l'art québécois excelle à attester.

La création artistique québécoise est vantée, certes, et avec raison, mais il ne faut pas s'arrêter là, et une œuvre doit, dépassant le spectaculaire, nous intéresser aussi pour ce qu'elle dit. Parfois cette effervescence artistique pourrait nous faire penser à ce regain d'énergie que l'on voit parfois chez les agonisants, une espèce de baroud d'honneur de la vie à l'endroit de la mort. Ou ce bouillonnement artistique québécois ressemble-t-il plutôt à l'art sublime d'un Gustave Flaubert ou d'un Edvard Munch pour se soigner d'une névrose ou d'une angoisse terrifiante ? De quoi témoigne donc cette création artistique québécoise ? Nous pensons qu'elle

exprime une caractéristique éminemment angoissante du peuple québécois : être plongé dans un monde dont l'histoire s'accélère avec l'explosion technologique, alors que lui-même ne dispose que d'une faible emprise sur le réel. Être-collectif démuné, sera-t-il emporté par ce déferlement ? Parviendra-t-il à se maintenir ? Cette détresse est récurrente dans sa création artistique et les exemples illustrant cette incertitude sont légions : début des années 1930, dans *Un homme et son péché*, roman de Claude-Henri Grignon, auquel nous nous sommes déjà rapporté plus haut, le bonheur ne peut être accessible à Donalda que dans le délire – Donalda, agonisante, brûlante de fièvre, et voyant à son chevet, son Alexis, l'homme qu'elle aime, s'écrie : « On va se marier à c't'heure que je suis veuve... », alors que c'est elle qui meurt et non pas Séraphin, son mari, qui serait mort. Fin des années 1930, dans le roman *Menaud, maître draveur* de Félix-Antoine Savard, la vérité sur la condition canadienne-française ne peut être révélée par Menaud, le personnage central, que dans la folie – Menaud qui veut dénoncer la soumission canadienne-française tourne en rond enfermé dans son discours inefficace et partiel, et à la fin délirant, parce que basé sur un nationalisme de conservation ne conduisant pas à l'apprentissage d'un *savoir agir* collectif dans et sur le réel pour pouvoir changer la condition des siens. Ainsi, pour ces deux personnages mythiques de l'imaginaire québécois d'avant la Deuxième Guerre mondiale, le *bonheur* et la *révolte* ne sont possibles que hors du réel. Car n'ayant pas d'emprise sur lui, le réel les a broyés. Ce n'est que dans le délire de l'une et la folie de l'autre que l'affranchissement est possible. Le réel est hostile et n'est pas le lieu d'un concevable épanouissement.

Fin des années 1950, début des années 1960, pour cette période où s'enclenche la Révolution tranquille, l'œuvre du dramaturge Marcel Dubé peut être vue comme la tragédie prémonitoire de l'échec de la collectivité québécoise à se redéfinir politiquement. Même pour *Florence*, ce personnage qui malgré ses répliques dénonciatrices se laisse séduire par son patron, vulgaire retrousseur de jupons, et qui s'exilera à New York, car elle aussi ne s'attaquera pas à l'obstacle réel de son malheur pour le surmonter, Florence, comme toute la société dépeinte par Dubé, s'acharnant à poursuivre une chimère composée d'un *dire* individuel de révolte, mais sans un *faire* collectif qui aurait pu ouvrir une réelle évasion. Début des années 1990 dans *Léolo*, film de Jean-Claude Lauzon, où le grand frère de Léolo, Fernand, montagne de muscles, est incapable de vaincre la détermination morale d'un adversaire anglophone, pourtant plus petit et plus faible physiquement, parce que prisonnier d'un comportement superficiel puisque non soutenu par un propos libérateur. Milieu des années 2000, la télésérie de Jean-François Rivard et François Létourneau, *Les Invincibles*, dans laquelle quatre amis conviennent dans un pacte – un *dire* en apparence déterminé mais en réalité futile – de rompre avec leurs conjointes

respectives dans le but de retrouver leur liberté d'adolescents parce qu'ils ne veulent pas s'engager, leur point de vue de la liberté s'appuyant sur une conception opposée, parce qu'étriquée, laquelle consistait à refuser de grandir afin de ne se consacrer qu'au plaisir immédiat et immature, ne contracter aucun engagement, donc, afin de n'être responsable de rien, une liberté improductive puisque conçue sans ouverture à dessein de ne rien *faire* pour n'être imputable à aucune morale collective.

Et toujours et encore en ce début de *xxi*^e siècle, le poète de la communauté culturelle vieillissante qu'est devenu le Québec, Victor-Lévy Beaulieu, alerte la nation : « ...et maintenant, ce corps fatigué d'homme vieillissant dont les articulations craquent et qu'il me faut préparer avec patience pour qu'il résiste une journée de plus au travers de l'indifférence du monde »¹². Mais dans cet effort pour *se maintenir*, est-ce bien le monde qui proclame au vieil homme son indifférence ou le vieil homme qui se laisse déposséder du monde ? La question se pose. Ce qui nous amène à nous demander, à la suite des réflexions d'un Louis Hémon, d'un Claude-Henri Grignon, d'un Marcel Dubé, d'un Victor-Lévy Beaulieu, à la suite, en fait, de tout l'univers artistique québécois, s'il ne vaudrait pas mieux, pour conduire cette nation à son émancipation politique, lui parler de la vie qui partout se bat plutôt que de son indépendance nationale étant donné que dans l'histoire des hommes ce sont les projets généreux de vie et de lumière, les projets émancipateurs, et ceux qui s'en font les porteurs, qui, avec le temps, remportent la victoire. « La Conquête avait engendré en nous le terrible dialogue de la liberté et de la mort. C'est dans le dialogue de la liberté et de la vie que se fera notre Reconquête », nous y conviait déjà en 1972, Jean Bouthillette.¹³

Conclusion

Ne nous entretenant que mal comme collectivité, nous entretenons mal tout ce qui est à notre communauté et de notre communauté. L'excellence, l'épanouissement ne nous intéresse que peu comme société, en fait, nous intéresse en proportion de notre petite autorité sur le réel, puisque notre but n'est pas de progresser, mais de nous maintenir, nous garder dans l'état où nous sommes, ne pas aller plus mal. Et nous serons satisfaits.

Puisque le concept de cohérence veut qu'un ensemble soit partout égal à lui-même, qu'un ensemble ne comporte aucun élément simple pouvant contredire le groupe d'éléments le composant, il est donc logique de penser que ce qui rend cohérente la collectivité québécoise est son agglutination sociale autour de l'idée de *se maintenir* comme communauté culturelle sans chercher à aller plus loin, sans chercher plus d'ancrage sur le monde, sans une très grande autorité sur le réel. Et pour *se maintenir*, entretenir chacun des éléments de la communauté en fonction de cet

objectif. Cet objectif, évidemment, limite les ambitions, les aspirations tant politiques qu'économiques, teinte l'organisation sociale, colore sa culture sociologique et sa production artistique. Prenant mal soin de nous, nous ne nous occupons pas mieux de nos activités communautaires et laisserons collectivement s'intoxiquer la politique par la collusion, le patronage et la corruption, contamination sociale aux origines historiques profondes. Notre économie, nous la laisserons à des mains étrangères nous contentant des emplois qu'ils nous offriront si généreusement sans chercher à nous emparer du potentiel d'innovation que nos richesses pourraient nous procurer et des emplois qui viendraient avec elle et qui seraient durables parce que créés par notre dynamisme, étant donné que cette économie nous appartiendrait.

Une communauté est toujours cohérente, sinon il n'y a pas de communauté. Ici, la communauté québécoise trouve sa cohérence dans son adhésion à l'idéologie de la survivance, *se maintenir, s'en contenter, s'y limiter*, le groupe refusant le mouvement, l'engagement, le succès qui ne peuvent être que suspects aux yeux de ceux dont l'objectif est de rester dans l'état où ils sont, ne pas aller plus mal, mouvement, engagement et succès qui sépareraient du groupe celui qui bougerait en s'engageant à réussir en se donnant une autorité sur le réel, et affaiblirait le groupe dans son effort d'immobilisme en le dessaisissant de membres qui, eux, voudraient aller plus loin que la *survivance*. Le mouvement sera toujours une menace aux yeux de ceux qui ont peu d'autorité sur le réel. Quand notre esprit est étroit, fait remarquer la sagesse tibétaine, les petites choses nous agitent fortement. Aussi recommande-t-elle de faire de notre esprit un océan. Les Québécois auront-ils prochainement le courage de suivre ce conseil ?

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel*, Paris, Librairie Stcock, Delamain et Boutelleau, 1931, un document produit en version numérique par Pierre Palpant dans le cadre de la collection « Les classiques des sciences sociales » fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au CEGEP de Chicoutimi, www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/, p.17-19.
2. Charles Taylor, « Nation culturelle, nation politique », dans Michel Venne (dir.), *Penser la nation québécoise*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 2000, p. 37.
3. Marc Chevrier, *La République québécoise. Hommages à une idée suspecte*, Montréal, Boréal, 2012, p. 194.
4. Serge Cantin, « Pour sortir de la survivance », dans Michel Venne (dir.), *Penser la nation québécoise*, Montréal, Éditions Québec / Amérique, 2000.
5. Louis Hémon, *Maria Chapdelaine*, Paris, Bernard Grasset, 1954, p. 241.
6. Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1997, p.18.
7. Émile Durkheim écrit : « On communique dans la tristesse, quand on n'a plus rien d'autre à mettre en commun », dans *Le suicide*, Paris, PUF, 1986, p. 230

8. Hubert Aquin, «La fatigue culturelle du Canada français», dans *Blocs erratiques*, Montréal, Les Éditions Quinze, 1977, p. 99-100.
9. Entre autres, Fernand Dumont, dans *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1997, p. 210 et suiv. Ou encore Marcel Bellavance, *Le Québec au siècle des nationalités. Essai d'histoire comparée*, Montréal, VLB éditeur, 2004, p. 152 et suiv.
10. Charles Alexis Clérel de Tocqueville, *La démocratie en Amérique*, tome 1, Paris, Éditions Garnier-Flammarion, 1981, p. 86.
11. Gilles Dostaler et Bernard Maris, *Capitalisme et pulsion de mort*, Paris, Éditions Albin Michel, 2009, p. 77.
12. Victor-Lévy Beaulieu, *Bibi*, Paris, Éditions Grasset et Fasquelle, 2010, p. 117.
13. Jean Bouthillette, *Le Canadien français et son double*, Montréal, l'Hexagone, 1972, p. 97.